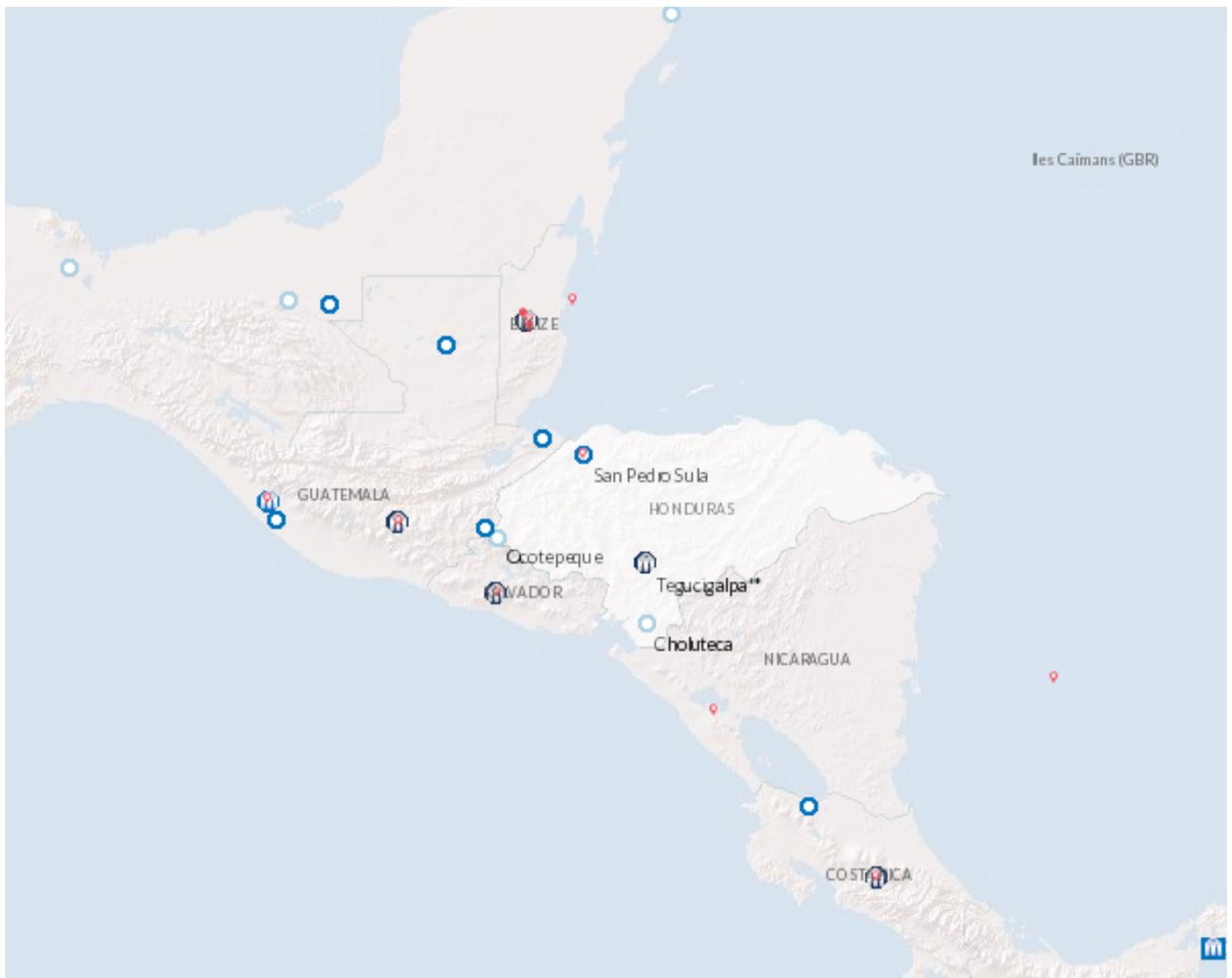
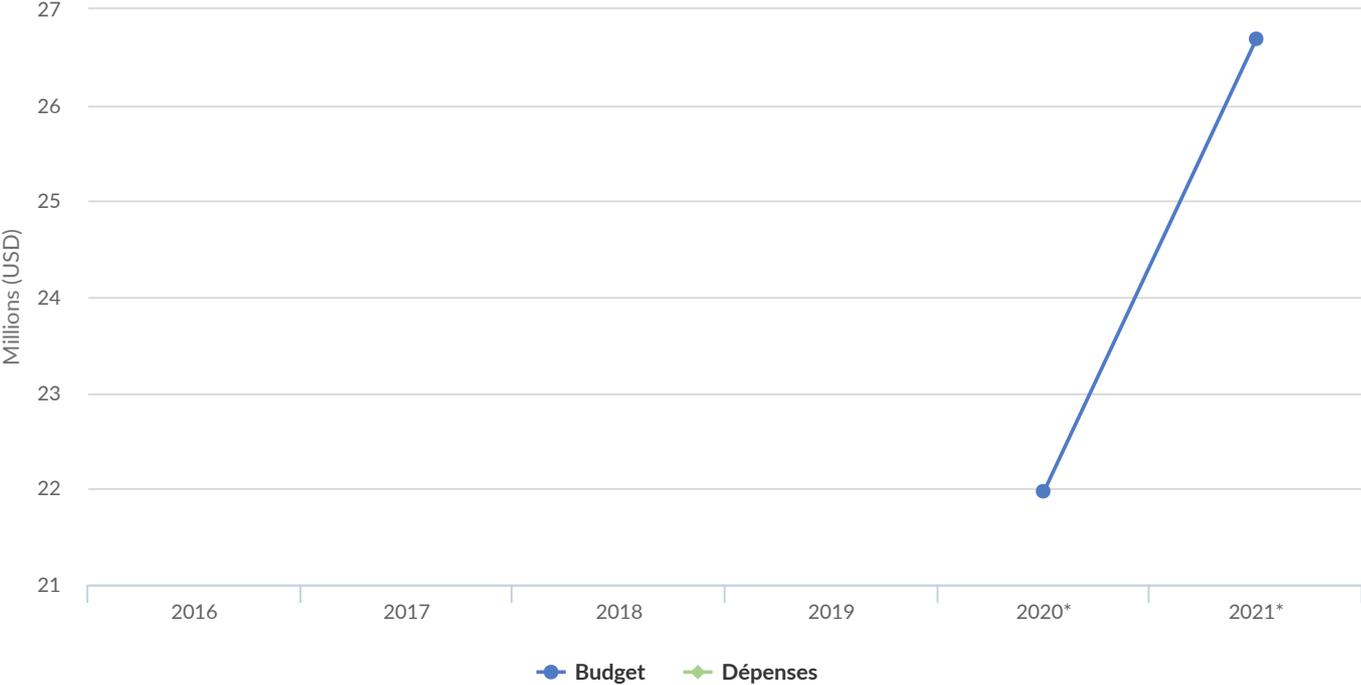


Opération: Honduras



Budgets et Dépenses - Honduras



CHIFFRES DE PLANIFICATION CLÉS POUR 2021

- **78 300** personnes relevant de la compétence du HCR bénéficieront d'une assistance et de services spécialisés par le biais des réseaux de protection locaux
- **520** familles réfugiées recevront des aides en espèces
- **316** interventions seront menées près des frontières et dans les zones de réception pour suivre, identifier et orienter les personnes ayant des besoins spécifiques de protection
- **50** centres et structures communautaires bénéficieront d'interventions pour l'autogestion, la résilience et l'autonomisation des communautés

Environnement opérationnel

En 2020, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les causes préexistantes des déplacements forcés au Honduras, comme la violence des bandes urbaines et la criminalité organisée, la pauvreté, les catastrophes naturelles, les inégalités socioéconomiques et les capacités limitées d'intervention de l'État. Les déplacements internes au Honduras devraient augmenter pour dépasser 325 000 personnes d'ici à la fin de 2021.

Les élections nationales prévues en 2021 pourraient entraîner un risque de conflits sociaux et de troubles politiques provoquant de nouveaux déplacements forcés au Honduras et multipliant le nombre de personnes à la recherche d'une protection internationale ailleurs.

Les restrictions aux frontières dans l'ensemble de la région peuvent limiter l'espace de protection pour les personnes en quête de protection dans les pays du nord de l'Amérique centrale, au Mexique et aux États-Unis d'Amérique. En conséquence, les expulsions vers le Honduras devraient continuer à des niveaux similaires à ceux de 2019 et 2020 (plus de 100 000 personnes), avec une proportion plus élevée d'expulsés présentant des besoins spécifiques de protection. Il est prévu de porter assistance à quelque 5000 rapatriés avec des besoins de protection, ce qui représente une augmentation de 5% par rapport à 2020. La hausse du nombre de personnes en route vers les pays du nord et bloquées dans les zones frontalières exercera une pression accrue sur les communautés d'accueil et sur les systèmes nationaux de protection qui devront aussi se débattre avec des ressources trop sollicitées.

Les élections prévues au Nicaragua en 2021 risquent de multiplier les arrivées de personnes en quête de protection internationale au Honduras, malgré les capacités limitées d'accueil et d'asile du pays. Ces lacunes exposeront les réfugiés et les demandeurs d'asile à des risques de protection, avec des perspectives très restreintes d'intégration sur place.

L'État continuera de mettre en œuvre ses engagements au titre du Cadre global régional pour la protection et les solutions (MIRPS), conformément à son plan d'action national. Le HCR continuera d'apporter un soutien technique et stratégique aux autorités nationales et locales, en particulier pour garantir l'inclusion des déplacés internes, des réfugiés, des demandeurs d'asile et d'autres personnes déracinées ou en quête de protection dans les cadres juridiques pertinents, les plans de développement et les politiques publiques.

Dans le cadre du MIRPS, le HCR poursuivra aussi sa collaboration avec les acteurs du développement, ainsi qu'avec la Fondation de responsabilité sociale entrepreneuriale du secteur privé (FUNDAHRSE), pour promouvoir l'inclusion économique et l'autosuffisance, la participation communautaire et la coexistence pacifique des réfugiés, des déplacés internes, des expulsés ayant des besoins spécifiques de protection et des communautés vulnérables prioritaires.

En 2021, le HCR assumera encore le rôle de chef de file du groupe de travail sur la protection au Honduras, qui coordonne les stratégies de protection, les réponses et la planification de mesures de préparation fondées sur des scénarios d'urgence avec les acteurs humanitaires et étatiques.

La présentation officielle de la loi sur la protection des déplacés internes au Congrès national en 2020 servira de base aux activités de plaidoyer du HCR et de la société civile sur l'élaboration de politiques publiques qui s'attaquent aux causes à l'origine des déplacements internes en 2021, et attirera l'attention sur les communautés touchées les plus vulnérables.

Principales priorités

En 2021, l'opération du HCR au Honduras se concentrera sur les activités suivantes :

- Renforcer les systèmes nationaux de protection, en particulier par le plaidoyer en faveur de l'adoption d'un cadre juridique sur les déplacements forcés et la coopération avec les autorités nationales et locales pour répondre aux besoins des déplacés internes ;
 - Accroître sa présence aux frontières pour surveiller les mouvements mixtes, la situation des personnes bloquées en transit et l'arrivée de demandeurs d'asile ;
 - Améliorer la qualité du régime d'asile, des mécanismes de réception et de l'intégration des réfugiés et demandeurs d'asile ;
 - Aider la société civile à élargir et renforcer ses réseaux de protection, notamment les services de protection, d'aide humanitaire et d'hébergement ;
 - Améliorer les programmes d'aides en espèces et de bons d'achat ;
 - Encourager l'inclusion économique des communautés déplacées et à risque dans les interventions de reprise précoce destinées à traiter les effets de la pandémie sur les plus vulnérables.
-